

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Chancellerie et Gouvernance publique

[C – 2018/40689]

12 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté ministériel modifiant diverses dispositions de l'arrêté ministériel du 26 juin 2018 fixant les modèles et les modalités des rapports politiques, des plans comptables et des rapports numériques du cycle de politique et de gestion des administrations locales

LA MINISTRE FLAMANDE DE L'ADMINISTRATION INTÉRIEURE, DE L'INSERTION CIVIQUE, DU LOGEMENT, DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ,

Vu le Décret provincial du 9 décembre 2005, l'article 164, remplacé par le décret du 6 juillet 2018, et l'article 236, alinéa quatre, inséré par le décret du 29 juin 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 mars 2018 relatif au cycle de politique et de gestion des administrations locales, l'article 6, modifié par l'arrêté du 7 septembre 2018, l'article 81, l'article 82, modifié par l'arrêté du 7 septembre 2018, l'article 83, alinéa deux, l'article 109, alinéa trois, et l'article 165, alinéa trois, modifié par l'arrêté du 7 septembre 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 2018 fixant les modèles et les modalités des rapports politiques, des plans comptables et des rapports numériques du cycle de politique et de gestion des administrations locales ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 juin 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours calendaires, introduite auprès du Conseil d'Etat le 17 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué endéans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa deux, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 26 juin 2018 fixant les modèles et les modalités des rapports politiques, des plans comptables et des rapports numériques du cycle de politique et de gestion des administrations locales, les mots « et provinciales » sont ajoutés après le mot « locales ».**Art. 2.** A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :1^o à l'alinéa cinq, le membre de phrase « ou à l'article 146, alinéa deux, du Décret provincial du 9 décembre 2005 » est inséré entre les mots « administration locale » et le membre de phrase « mais l'aperçu » ;2^o à l'alinéa six, 6^o, le membre de phrase « ou de l'article 150 du Décret provincial du 9 décembre 2005 » est ajouté.**Art. 3.** Dans l'article 3, alinéa trois, l'article 5, l'article 10, § 1^{er}, l'article 12, alinéa premier, et l'article 14 du même arrêté, les mots « et provinciales » sont ajoutés après le mot « locales ».**Art. 4.** A l'annexe du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :1^o dans l'aperçu des schémas des rapports politiques et des plans comptables, les mots « et provinciales » sont ajoutés après le mot « locales » dans l'intitulé des annexes II. G. et II. H.2^o dans l'intitulé des annexes II. G. et II. H. les mots « et provinciales » sont ajoutés après le mot « locales ».**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date à laquelle l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 septembre 2018 modifiant diverses dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 mars 2018 relatif au cycle de politique et de gestion des administrations locales entre en vigueur.

Bruxelles, le 12 septembre 2018.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Insertion civique, du Logement,
de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

L. HOMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205186]

4 OCTOBRE 2018. — Décret modifiant certaines dispositions de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale en vue de réformer la tutelle (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.**Art. 2.** L'article 53 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 53. Toute décision de révocation ou de démission d'office est transmise, accompagnée de ses pièces justificatives et de la preuve de la notification de la décision à l'intéressé, par le centre public d'action sociale au Gouverneur. A défaut de transmission du dossier complet, la décision ne peut être exécutée.

Le membre du personnel concerné dispose de trente jours à dater de la notification qui lui est faite de la décision précitée pour introduire un recours en annulation auprès du Gouverneur.

A défaut de recours au terme de ce délai de trente jours, le Gouverneur dispose de trente jours pour statuer en annulation.

Si le membre du personnel introduit un recours, la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale du Service public de Wallonie transmet celui-ci à l'autorité du centre public d'action sociale. Celle-ci dispose d'un délai de quinze jours à dater de la notification du recours pour formuler ses observations au Gouverneur. Dès réception des observations, le Gouverneur statue dans les délais prévus à l'article 111, § 2. A défaut d'observations, le délai prescrit au Gouverneur pour se prononcer prend cours au terme du délai de quinze jours précité. ».

Art. 3. L'article 84 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 84. § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale choisit la procédure de passation des marchés publics, en fixe les conditions, engage la procédure, les attribue, assure le suivi de leur exécution et peut leur apporter toute modification en cours d'exécution.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 3. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, au bureau permanent ou au directeur général pour des dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au bureau permanent est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à :

1° 15.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 30.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 60.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus.

La délégation au directeur général est limitée aux marchés publics d'un montant inférieur à 1.500 euros H.T.V.A.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 2 et 3, l'obligation d'information du conseil de l'action sociale prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 6. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article 84bis rédigé comme suit :

« Art. 84bis. § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale décide de recourir à un marché public conjoint, désigne, le cas échéant, l'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs et, le cas échéant, adopte la convention régissant le marché public conjoint.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux marchés publics conjoints d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 3. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, au bureau permanent ou au directeur général pour des dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au bureau permanent est limitée aux marchés publics conjoints d'un montant inférieur à :

1° 15.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 30.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 60.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus.

La délégation au directeur général est limitée aux marchés publics conjoints d'un montant inférieur à 1.500 euros H.T.V.A.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 2 et 3, l'obligation d'information du conseil de l'action sociale prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 6. Le cas échéant, le conseil de l'action sociale de l'adjudicateur représenté prend acte de l'attribution du marché public par l'adjudicateur désigné.

En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 2, la compétence du conseil de l'action sociale visée à l'alinéa 1^{er} est exercée respectivement par le bureau permanent, le comité spécial, le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent ou au directeur général, conformément au paragraphe 3, la compétence du conseil de l'action sociale visée à l'alinéa 1^{er} est exercée respectivement par le bureau permanent ou le directeur général délégué.

§ 7. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

Art. 5. Dans la même loi, il est inséré un article 84^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 84^{ter}. § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale décide d'adhérer à une centrale d'achats.

§ 2. Le conseil de l'action sociale définit les besoins en termes de travaux, de fournitures ou de services et décide de recourir à la centrale d'achats à laquelle il a adhéré pour y répondre.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 3. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux commandes d'un montant inférieur à 3.000 euros H.T.V.A.

§ 4. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, au bureau permanent ou au directeur général pour des dépenses relevant du budget extraordinaire.

La délégation au bureau permanent est limitée aux commandes d'un montant inférieur à :

1° 15.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 30.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 60.000 euros H.T.V.A. dans le centre public d'action sociale d'une commune de cinquante mille habitants et plus.

La délégation au directeur général est limitée aux commandes d'un montant inférieur à 1.500 euros H.T.V.A.

§ 5. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 6. En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément aux paragraphes 3 et 4, l'obligation d'information du conseil de l'action sociale prévue au paragraphe 2, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 7. Le conseil de l'action sociale passe la commande et assure le suivi de son exécution.

En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent, aux comités spéciaux, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 3, les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er} sont exercées respectivement par le bureau permanent, le comité spécial, le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent ou au directeur général, conformément au paragraphe 4, les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er} sont exercées respectivement par le bureau permanent ou le directeur général délégué.

§ 8. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 3 et 4. ».

Art. 6. Dans la même loi, il est inséré un article 84^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 84^{quater}. § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale décide du principe de la concession de services ou de travaux, fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution, adopte les clauses régissant la concession, engage la procédure, attribue la concession, assure le suivi de son exécution et peut y apporter toute modification en cours d'exécution.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte, lors de sa prochaine séance.

§ 2. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, au bureau permanent pour les concessions de services ou de travaux d'une valeur inférieure à 250.000 euros H.T.V.A.

La valeur de la concession correspond au montant estimé du chiffre d'affaires à percevoir par le concessionnaire multiplié par le nombre d'années de la concession.

Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 3. En cas de délégation de compétences du conseil de l'action sociale au bureau permanent, conformément au paragraphe 2, l'obligation d'information du conseil de l'action sociale prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, n'est pas applicable.

§ 4. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter le montant visé au paragraphe 2. ».

Art. 7. A l'article 110^{bis}, § 2, de la même loi, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 111, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3^o est abrogé;

b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a. l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant H.T.V.A. excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Procédure négociée avec mise en concurrence préalable/ Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	250.000 EUR H.T.V.A.	125.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	200.000 EUR H.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.	31.000 EUR H.T.V.A.

b. la modification apportée aux conditions de marchés travaux, de fournitures et de services visés au a. qui porte au minimum sur dix pour cent du montant initial du marché;

c. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications successives atteint au minimum dix pour cent du montant initial du marché;

d. la création et l'adhésion à une centrale d'achats;

e. l'attribution à un opérateur économique d'un marché public relatif à un prêt qu'il soit ou non lié à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers dont le montant de la rémunération totale du prestataire excède 200.000 euros;

f. l'attribution d'une mission de services par le pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur la base d'un droit exclusif dont ceux-ci bénéficient en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives publiées;

g. l'attribution d'un marché public passé avec une personne morale régie par le droit privé ou le droit public dans le cadre d'un contrôle *in house* au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

h. l'attribution d'un marché conclu avec un autre pouvoir adjudicateur sous la forme d'une coopération horizontale non-institutionnalisée au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics; »;

c) le paragraphe est complété un 5^o ainsi rédigé comme suit :

« 5^o pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux;

b. la modification apportée à une concession de services ou de travaux. ».

Art. 9. Dans l'article 112^{sexies} de la même loi, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, 1^o, le mot « initiale » est inséré entre les mots « la composition « et » du conseil d'administration »;

b) au paragraphe 1^{er}, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a. l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant H.T.V.A. excédant ceux repris dans le tableau ci-dessous :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Procédure négociée avec mise en concurrence préalable/ Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	250.000 EUR H.T.V.A.	125.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	200.000 EUR H.T.V.A.	62.000 EUR H.T.V.A.	31.000 EUR H.T.V.A.

b. la modification apportée aux conditions de marchés de travaux, de fournitures et de services visé au a. qui porte sur dix pour cent du montant initial du marché;

c. la modification apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum dix pour cent du montant initial du marché;

d. la création et l'adhésion à une centrale d'achats;

e. l'attribution à un opérateur d'un marché public relatif à un prêt qu'il soit ou non lié à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers dont le montant de la rémunération totale du prestataire excède 200.000 euros;

f. l'attribution d'une mission de services par le pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur la base d'un droit exclusif dont ceux-ci bénéficient en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives publiées;

g. l'attribution d'un marché public passé avec une personne morale régie par le droit privé ou le droit public dans le cadre d'un contrôle *in house* au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

h. l'attribution d'un marché conclu avec un autre pouvoir adjudicateur sous la forme d'une coopération horizontale non-institutionnalisée au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. »;

c) le paragraphe 1^{er} est complété par un 5^o ainsi rédigé comme suit :

« 5^o pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux;

b. la modification apportée à une concession de services ou de travaux. »;

d) au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ou la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale du Service public de Wallonie » sont insérés entre les mots « le gouvernement » et le mot « peut ».

Art. 10. A l'article 112septies, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, le 5^o est abrogé.

Art. 11. Dans le Chapitre IX, Section 2^{ter} de la même loi, il est inséré un article 112octies rédigé comme suit :

« Art. 112octies. § 1^{er}. Dans les associations visées au Chapitre XII de la présente loi, le Gouvernement peut désigner un délégué au contrôle.

Le Gouvernement arrête les règles relatives à la désignation et au statut administratif et pécuniaire du délégué. Parmi les dispositions du statut administratif figureront des dispositions en termes d'incompatibilités et de conflit d'intérêts.

Sans préjudice de la possibilité de mettre fin à tout moment aux missions du délégué au contrôle, le Gouvernement peut, après audition du délégué au contrôle, révoquer celui-ci, dans les hypothèses suivantes :

1^o s'il a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;

2^o s'il a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de ses missions;

3^o s'il est, au cours d'une même année, absent, sans justification, à plus de trois réunions régulièrement convoquées et auxquelles sa présence est requise;

4^o s'il ne remplit plus les conditions arrêtées par le Gouvernement.

Au cours de son audition, le délégué au contrôle peut être assisté par la personne de son choix.

§ 2. Le délégué au contrôle a pour mission le contrôle sur place, à l'occasion des réunions des organes de gestion de l'association visée au paragraphe 1^{er}, des actes desdites associations.

A ce titre, il peut demander à être entendu lors des réunions auxquelles il assiste.

Le délégué au contrôle est invité à toutes les réunions des organes de gestion selon la procédure applicable à la convocation des membres de ces organes.

Il peut réclamer la transmission de toute délibération qu'il désigne, accompagnée de ses pièces justificatives.

Le délégué au contrôle peut solliciter une instruction de la part de l'autorité de tutelle sur toute décision de l'association visée au paragraphe 1^{er}. L'autorité de tutelle statue selon les règles fixées aux articles 112sexies et 112septies de la présente loi.

Le délégué au contrôle fait rapport annuellement à l'autorité de tutelle.

§ 3. Sans préjudice de ce qui précède, le délégué au contrôle ne peut utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses missions, si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme. ».

Art. 12. Dans de la même loi, l'article 133, modifié par le décret du 2 avril 1998, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le Gouvernement peut charger le service qu'il désigne de procéder, au sein d'une associations visées au Chapitre XII de la présente loi, à des contrôles de légalité et de régularité d'opérations spécifiques ou à des investigations sur la gouvernance interne de l'institution.

Le service visé à l'alinéa 1^{er} peut :

1^o se faire communiquer à tout moment tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, des autorités visées au Chapitre XII et qu'il juge utiles à l'accomplissement des missions décrites à l'alinéa 1^{er};

2^o organiser un contrôle sur place dans les services et organismes visés au Chapitre XII et conformément à l'alinéa 1^{er}.

Le service visé à l'alinéa 1^{er}:

1^o établit un rapport au Gouvernement, formule des observations et, le cas échéant, des recommandations;

2^o présente son rapport aux services et organismes visés au Chapitre XII qui disposent d'un délai de trente jours pour formuler leurs observations et propositions de mise en œuvre des recommandations. ».

Art. 13. Les actes adoptés avant l'entrée en vigueur du présent décret sont soumis aux règles de tutelle en vigueur au moment de leur adoption.

Art. 14. Toute délégation de compétence en matière de marché public du conseil de l'action sociale au bureau permanent, aux comités spéciaux, au secrétaire ou à un autre fonctionnaire, en cours le jour précédant l'entrée en vigueur des articles 3 à 5 du présent décret prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale suite aux élections du 14 octobre 2018.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Par dérogation à l'article 15, les articles 3 à 7, 8, b) et c), et 9 b) et c), entrent en vigueur le 1^{er} février 2019. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 octobre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal, et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1164 (2018-2019) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 octobre 2018

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205186]

4 OKTOBER 2018. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met het oog op de hervorming van het toezicht 541°

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Artikel 53 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vervangen door het decreet van 23 januari 2014, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 53. Elke beslissing tot afzetting of ontslag van ambtswege, wordt samen met de verantwoordingsstukken ervan en met het bewijs van de kennisgeving van de beslissing aan belanghebbende, door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aan de Regering overgemaakt. Wordt het dossier niet in zijn volledigheid overgemaakt, dan kan de beslissing niet worden uitgevoerd.

Het betrokken personeelslid beschikt over dertig dagen, te rekenen van de hem gedane kennisgeving van voornoemde beslissing, om een beroep tot nietigverklaring bij de gouverneur in te dienen.

Is er geen beroep na afloop van deze termijn, dan beschikt de gouverneur over dertig dagen om over de nietigverklaring te beslissen.

Als het personeelslid een beroep indient, wordt dit beroep door het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie van de Waalse Overheidsdienst aan het gezag van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn overgemaakt. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van het beroep om haar opmerkingen aan de gouverneur over te maken. Zodra deze bemerkingen in ontvangst zijn genomen, beslist de gouverneur met inachtneming van de termijnen bepaald in artikel 111, § 2. Zijn er geen bemerkingen, dan gaat de termijn die de Regering is opgelegd om zich uit te spreken in na afloop van voornoemde termijn van vijftien dagen."

Art. 3. Artikel 84 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen als volgt:

"Art. 84. § 1. Le conseil de l'action sociale choisit la procédure de passation des marchés publics, en fixe les conditions, engage la procédure, les attribue, assure le suivi de leur exécution et peut leur apporter toute modification en cours d'exécution.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 3. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het vast bureau of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het vast bureau wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan:

1° 15.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 30.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 60.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 1.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig de paragrafen 2 en 3, is de verplichting tot mededeling aan de raad voor maatschappelijk welzijn, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing.

§ 6. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen.

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 84bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 84bis. § 1. Le conseil de l'action sociale décide de recourir à un marché public conjoint, désigne, le cas échéant, l'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs et, le cas échéant, adopte la convention régissant le marché public conjoint.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bureau permanent peut d'initiative exercer les compétences du conseil de l'action sociale visées à l'alinéa 1. Sa décision est communiquée au conseil de l'action sociale qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het permanent bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de samengevoegde overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 3. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het vast bureau of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het vast bureau wordt beperkt tot de overheidsopdrachten met een bedrag lager dan:

1° 15.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 30.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 60.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de samengevoegde overheidsopdrachten met een bedrag lager dan 1.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig de paragrafen 2 en 3, is de verplichting tot mededeling aan de raad voor maatschappelijk welzijn, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing.

§ 6. In voorkomend geval neemt de raad voor maatschappelijk welzijn van de aanbestedende overheid akte van de gunning van de overheidsopdracht door de aangewezen aanbestedende overheid.

Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig de paragrafen 2 en 3, wordt de bevoegdheid van de raad voor maatschappelijk welzijn bedoeld in lid respectievelijk uitgeoefend door het vast bureau, het bijzondere comité, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau of aan de directeur-generaal, overeenkomstig paragraaf 3, wordt de bevoegdheid van de raad voor maatschappelijk welzijn bedoeld in lid respectievelijk uitgeoefend door het vast bureau of de afgevaardigde de directeur-generaal.

§ 7. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen.”.

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 84ter ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 84ter. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn beslist, aan te sluiten bij een aankoopcentrale.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn bepaalt de behoeften in termen van werken, leveringen of diensten en beslist, een beroep te doen op de aankoopcentrale waarbij hij aangesloten is om aan die behoeften te voldoen.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het vast bureau, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de raad voor maatschappelijk welzijn, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 3. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, lid 1, overdragen aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de bestellingen met een bedrag lager dan 3.000 euro, BTW niet meegerekend.

§ 4. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, lid 1, overdragen aan het vast bureau of aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht aan het vast bureau wordt beperkt tot de bestellingen met een bedrag lager dan:

1° 15.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 30.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 60.000 euro, BTW niet meegerekend, in het centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftig duizend inwoners en meer.

De overdracht aan de directeur-generaal wordt beperkt tot de bestellingen met een bedrag lager dan 1.500 euro, BTW niet meegerekend.

§ 5. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 6. Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig de paragrafen 3 en 4, is de verplichting tot mededeling aan de raad voor maatschappelijk welzijn, bedoeld in paragraaf 2, lid 2, niet van toepassing.

§ 7. De raad voor maatschappelijk welzijn plaatst de bestelling en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar, overeenkomstig paragraaf 3, worden de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn bedoeld in lid 1 respectievelijk uitgeoefend door het vast bureau, het bijzondere comité, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau of aan de directeur-generaal, overeenkomstig paragraaf 4, worden de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn bedoeld in lid 1 respectievelijk uitgeoefend door het vast bureau of de afgevaardigde directeur-generaal.

§ 8. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 3 en 4 aanpassen.”.

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 84quater ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 84quater. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn beslist over het beginsel van de concessie van diensten of werken, stelt de voorwaarden en de nadere regels vast van de gunningsprocedure, neemt de clausules ter regeling van de concessie aan, leidt de procedure in, gunt de concessie, zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan en kan in de loop van de uitvoering iedere wijziging doorvoeren.

In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het vast bureau, op eigen initiatief, de in lid één bedoelde bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de raad voor maatschappelijk welzijn, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het vast bureau voor concessies van diensten of werken met een waarde lager dan 250.000 euro, BTW niet meegerekend.

De waarde van de concessie komt overeen met het geraamde bedrag van het omzetcijfer dat de concessiehouder moet bereiken, vermenigvuldigd met het aantal jaren van de concessie.

Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 3. Bij overdracht van bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, overeenkomstig paragraaf 2, is de verplichting tot mededeling aan de raad voor maatschappelijk welzijn, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing.

§ 4. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen.”.

Art. 7. In artikel 110*bis*, § 2, van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 23 januari 2014, wordt lid 3 opgeheven.

Art. 8. In artikel 111, § 1, van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 23 januari 2014, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

a) punt 3° wordt opgeheven;

b) punt 4° wordt vervangen door hetgeen volgt:

“4° voor wat betreft de akten voor overheidsopdrachten:

a. de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag, BTW niet meegerekend, hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel:

	Open procedure	Bepaalde procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	125.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	200.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	31.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b. de wijziging in de voorwaarden van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, bedoeld onder a., die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c. de wijziging in de voorwaarden van die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengeelde bedrag van de opeenvolgende wijzigingen minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt;

d. de oprichting van en de aansluiting bij een aankoopcentrale;

e. de toewijzing, aan een economische deelnemer van een overheidsopdracht voor een lening die al dan niet verband houdt met de uitgifte, de aankoop, de verkoop en de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten waarvan het bedrag van de totale bezoldiging van de dienstverlener de 200.000 euro overschrijdt;

f. de toewijzing van een opdracht tot dienstverlening door de aanbestedende overheid aan een andere aanbestedende overheid of aan een vereniging van aanbestedende overheden, op grond van een exclusief recht waarvan laatstgenoemden genieten krachtens bekendgemaakte wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen;

g. de gunning van een overheidsopdracht, gegund met een rechtspersoon vallend onder het privaatsrecht of het publiekrecht in het kader van een in-house-toezicht in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

h. de toewijzing van een overheidsopdracht, gesloten met een andere aanbestedende overheid in de vorm van een niet-geïnstitutionaliseerde horizontale overeenkomst in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.”;

c) de paragraaf wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt:

“5° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie van diensten of werken;

b. de wijziging in een concessie van diensten of werken.”.

Art. 9. In artikel 112*sexies* van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 23 januari 2014, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

a) in paragraaf 1, 1°, worden de woorden “de samenstelling” vervangen door de woorden “de aanvankelijke samenstelling”;

b) in paragraaf 1, wordt punt 4° vervangen als volgt:

"4° voor wat betreft de akten voor overheidsopdrachten:

a. de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag, BTW niet meegerekend, hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel:

	Open procedure	Beperkte procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	125.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	200.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	62.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	31.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b. de wijziging in de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c. de wijziging in de voorwaarden van die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengestelde bedrag van de opeenvolgende wijzigingen minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt;

d. de oprichting van en de aansluiting bij een aankoopcentrale;

e. de toewijzing, aan een economische deelnemer van een overheidsopdracht voor een lening die al dan niet verband houdt met de uitgifte, de aankoop, de verkoop en de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten waarvan het bedrag van de totale bezoldiging van de dienstverlener de 200.000 euro overschrijdt;

f. de toewijzing van een opdracht tot dienstverlening door de aanbestedende overheid aan een andere aanbestedende overheid of aan een vereniging van aanbestedende overheden, op grond van een exclusief recht waarvan laatstgenoemden genieten krachtens bekendgemaakte wetgevende, reglementaire of administratieve bepalingen;

g. de gunning van een overheidsopdracht, gegund met een rechtspersoon vallend onder het privaatsrecht of het publiek recht in het kader van een in-house-toezicht in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

h. de gunning van een overheidsopdracht, gesloten met een andere aanbestedende overheid in de vorm van een niet-geïnstitutionaliseerde horizontale overeenkomst in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

c) paragraaf 1 wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt:

"5° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie van diensten of werken;

b. de wijziging in een concessie van diensten of werken.";

d) in paragraaf 3, lid 2 worden de woorden "of het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie van de Waalse Overheidsdiens" ingevoegd tussen de woorden "De Regering" en "kan".

Art. 10. In artikel 112septies, § 1, van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 23 januari 2014, wordt punt 5° opgeheven.

Art. 11. In hoofdstuk IX, Afdeling 2ter, van dezelfde wet wordt een artikel 112octies ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 112octies. § 1. In de verenigingen bedoeld in Hoofdstuk XII van deze wet kan de Regering een afgevaardigde voor het toezicht aanwijzen.

De Regering legt de regels vast voor de aanwijzing en het administratieve en bezoldigingsstatuut van de afgevaardigde. Onder de bepalingen van het administratieve statuut worden bepalingen opgenomen, inzake de onverenigbaarheden en de belangenconflicten.

Onverminderd de mogelijkheid om elk ogenblik de opdrachten van de afgevaardigde voor het toezicht te beëindigen, kan de Regering na de afgevaardigde voor het toezicht te hebben gehoord, hem afzetten indien blijkt dat hij :

1° bewust een handeling gepleegd heeft die onverenigbaar is met de opdracht of het maatschappelijk doel van de instelling;

2° een fout of een ernstige nalatigheid begaan heeft in de uitoefening van zijn opdrachten;

3° in de loop van eenzelfde jaar zonder verantwoording afwezig is gebleven op drie gewone en regelmatig bijeengeroepen vergaderingen waarvoor zijn aanwezigheid is vereist;

4° de voorwaarden bepaald door de Regering niet meer vervult.

Bij zijn verhoor kan de afgevaardigde voor het toezicht bijgestaan worden door de persoon van zijn keuze.

§ 2. De afgevaardigde voor het toezicht heeft als opdracht de controle ter plaatse, naar aanleiding van de vergaderingen van de bestuursorganen van de vereniging bedoeld in paragraaf 1, van de akten van bedoelde verenigingen.

Op deze titel kan hij vragen, gehoord te worden tijdens de vergaderingen die hij bijwoont.

De afgevaardigde voor het toezicht wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de beheersorganen volgens de procedure die van toepassing is op de oproeping van de leden van die organen.

Hij kan eisen dat elk besluit dat hij vernoemt, samen met de bewijsstukken wordt overgemaakt.

De afgevaardigde voor het toezicht kan op elke beslissing van de vereniging bedoeld in paragraaf 1 een onderzoek vragen van de toezichthoudende overheid. De toezichthoudende overheid beslist volgens de regels vastgesteld in de artikelen 112*sexies* en 112*septies* van deze wet.

De afgevaardigde voor het toezicht brengt minstens één keer per jaar verslag uit bij de toezichthoudende overheid.

§ 3. Onverminderd hetgeen voorafgaat, mag de afgevaardigde voor het toezicht inlichtingen waarvan hij in het kader van zijn opdrachten kennis heeft genomen, niet gebruiken, noch verspreiden indien het gebruik of de verspreiding van die inlichtingen van dien aard is dat ze nadelig is voor de belangen van de instelling. ».

Art. 12. In dezelfde wet wordt artikel 133, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1998, waarvan huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

“§ 2. De Regering kan de dienst die zij aanwijst, ermee belasten, binnen de verenigingen bedoeld in Hoofdstuk XII van deze wet, controles inzake de wettelijkheid en de regelmatigheid van specifieke verrichtingen of onderzoeken naar het interne goed bestuur van de instelling uit te voeren.

De dienst bedoeld in lid 1 kan :

1° te allen tijde alle stukken en inlichtingen, ongeaard de aard ervan, van de overheden, bedoeld in Hoofdstuk XII die ze nuttig acht voor het voltooien van de opdrachten omschreven in lid 1 laten overmaken;

2° een controle ter plaatse organiseren in de diensten en instellingen bedoeld in Hoofdstuk XII en overeenkomstig lid 1.

De dienst bedoeld in lid 1 :

1° stelt een verslag aan de Regering op, formuleert bemerkingen en, in voorkomend geval, aanbevelingen;

2° legt zijn verslag aan de diensten en instellingen bedoeld in Hoofdstuk XII voor, die over een termijn van dertig dagen beschikken om hun bemerkingen en voorstellen inzake de uitvoering van de aanbevelingen te formuleren.”.

Art. 13. De akten, aangenomen voor de inwerkingtreding van dit decreet, worden onderworpen aan de toezichtsregels die op het ogenblik van aanneming ervan van kracht waren.

Art. 14. Iedere overdracht van bevoegdheden inzake overheidsopdrachten van de raad voor maatschappelijk welzijn aan het vast bureau, aan de bijzondere comités, aan de secretaris of aan een andere ambtenaar, die lopende was de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding van de artikelen 3 tot 5 van dit decreet, wordt van rechtswege beëindigd de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn volgend op de verkiezingen van 14 oktober 2018.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking tien dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 16. In afwijking van artikel 15 treden de artikelen 3 tot 7, 8, *b*) en *c*), en 9 *b*) en *c*), in werking op 1 februari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 oktober 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1164 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 3 oktober 2018.

Bespreking.

Stemming.